Extraits de la fiche de la DSAC

Covid-19 : validité des formations, examens, qualifications et certificats

Le jeudi 3 décembre 2020

La crise liée à l'épidémie du COVID-19 ayant eu pour conséquence d'empêcher un nombre important de personnels navigants d'accomplir les actions nécessaires pour respecter les dispositions réglementaires relatives aux durées de validité et les échéances d'obtention ou de renouvellement des formations, examens, qualifications et certificats (y compris les certificats médicaux d'aptitude), la DGAC a pris, en concertation avec l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (AESA), diverses mesures dérogatoires afin de permettre la poursuite des activités nécessaires au bon fonctionnement du pays pendant la crise et la reprise de l'activité normale ensuite.

Il appartient aux organismes et personnels navigants intéressés de bien lire les dispositions exposées ci-dessous afin de bien choisir celles correspondant à leur situation.

Extension des dérogations préalablement accordées

Etant donné que :

- un certain nombre de pilotes sont toujours empêchés d'accomplir les actions nécessaires pour respecter les dispositions réglementaires relatives aux durées de validité et les échéances d'obtention ou de renouvellement des formations, examens, qualifications et certificats, et que
- les dates d'application des dérogations préalablement délivrées (comme indiqué ci-dessous) arrivent à échéance,
- des pilotes qui n'étaient pas couverts par les dérogations précédentes se retrouvent également empêchés d'accomplir les actions réglementairement requises

La DSAC a pris de nouvelles dérogations permettant aux pilotes de bénéficier de mesures dérogatoires au-delà des échéances fixées initialement.

ATTENTION : Les pilotes sont appelés à régulariser leur situation le plus rapidement possible, sans attendre la fin de l'échéance, afin d'éviter de provoquer un engorgement au niveau des examinateurs, des centres aéromédicaux et des bureaux des licences.

Validité des certificats médicaux.

La dérogation DSAC/PN 20-151 du 28.11.2020 étend jusqu'au 31 mars 2021 les butées qui avaient été initialement fixées par les dates limites d'application des précédentes dérogations, permettant :

- aux pilotes ayant bénéficié d'une extension partielle de la validité de leur certificat médicaux (compte tenu de la butée fixée par la date limite d'application) de bénéficier pleinement de l'extension, avec une nouvelle butée fixée au 31.03.2021

Exemple : Un pilote privé dont la périodicité de visite est de 1 an avec un certificat médical arrivant à échéance au 30.08.2020 avait, au titre de la dérogation 20-047 jusqu'au 31.12.2020 pour la renouveler. Avec cette nouvelle dérogation, il a maintenant jusqu'au 31.03.2021.

- aux pilotes n'ayant pas encore bénéficié de dérogation, d'étendre la période initiale de validité (telle que fixée par la réglementation) de 4 mois sans dépasser la date limite d'application du 31.03.2021, à condition de respecter les mesures d'atténuation des risques fixées par la dérogation.

-
- [Dérogation DSAC/PN 20-151](#) (PDF - 1.64 Mo)

Validité des qualifications, autorisations ou mentions détenu par un pilote privé

Dérogation en préparation pour une publication prochaine.

Personnels navigants non professionnels

Par décision de la DSAC, la période de validité du certificat médical ou du rapport d'évaluation médicale des personnels navigants bénéficiant des dérogations mentionnées ci-dessous est étendue.

- [Décision DSAC/DTPN n° 20-074 du 15 juillet 2020](#) (PDF - 1.33 Mo)

Pilotes avion et hélicoptères exerçant à titre privé

Une décision de la DSAC fixe les conditions de prorogation des qualifications de classe, qualifications de type, qualifications de vol aux instruments, qualifications de vol en montagne (roues ou skis), qualifications instructeurs, autorisations examinateurs, et certificats médicaux.

Cette même décision élargit par ailleurs les périodes de calcul de l'expérience récente nécessaire pour l'exercice de certains privilèges (titulaires d'une licence LAPL(A) ou (H), remorquage).

- [Décision DSAC/PN n°20-047 en date du 1er mai 2020](#) (PDF - 3.07 Mo)
 - [Supplément à la licence associé](#) (PDF - 478.9 Ko)
 - [Tableau de synthèse de la décision DSAC/PN/Dir n° 20-047 du 1er mai 2020](#) (PDF - 236.85 Ko)
-

Mise à jour de la licence

Certaines dérogations nécessitent l'utilisation d'un supplément à la licence. Ce supplément dûment rempli et signé, associé à la licence, est le document officiel permettant au personnel navigant de continuer à exercer ses privilèges.

ATTENTION : En ce qui concerne la qualification de vols aux instruments, les dérogations ne couvrent pas les extensions obtenues par crédits croisés (appendice 8 de la Part-FCL).

La nouvelle date de validité indiquée sur le supplément conformément aux mesures dérogatoires ne sera pas reportée sur la licence et aucune licence ne sera rééditée à cette occasion. Il est cependant recommandé aux personnels navigants concernés d'envoyer une copie de ce supplément sur la boîte fonctionnelle de son bureau des licences de rattachement, afin que celle-ci puisse être saisie dans l'application Sigebel.

Lorsque le pilote aura pu remplir les conditions pour la prorogation de ses qualifications / autorisations, si la butée étendue a été préalablement enregistrée dans Sigebel, la prorogation pourra être enregistrée comme habituellement, sinon, le supplément et les éléments relatifs à la prorogation devront être envoyés au bureau des licences pour réédition de la licence.

Note : certains examinateurs ont pu écrire sur la licence comme prévu par certaines dérogations avant la mise en place du supplément. Dans ce cas, lorsqu'il remplira les conditions de prorogation, le pilote devra fournir à son bureau des licences de rattachement, une copie de sa licence avec les éléments relatifs à la prorogation.

Formations et examens

La décision de la DSAC relative aux pilotes privés avion et hélicoptères, mentionnée au paragraphe précédent, fixe également les conditions permettant d'allonger la validité des recommandations ATO/DTO pour le passage des examens théoriques, les délais pour réussir l'ensemble des épreuves d'un examen théorique, les périodes de validité des examens théoriques, les délais entre le début d'une formation et l'obtention d'une licence ou d'une qualification.

- [Synthèse de la décision DSAC/PN/Dir 20-047 du 1er mai 2020 \(extension délais formation / examens\)](#) (PDF - 60.79 Ko)

Pour les informations concernant l'ouverture des centres d'examens, voir les différents chapitres de la rubrique « Examens aéronautiques » :

- [Examens théoriques ATPL - CPL - IR - IR CB & EIR](#),
- [Examens théoriques BB - ULM - IULM - TELEPILOTE – LAPL/PPL/A/H](#)
- [Contrôle de compétences linguistiques](#)

Dérogation relative à la réalisation de vols de découverte

Une décision de la DSAC fixe, jusqu'au 31 décembre 2020, des conditions dérogatoires s'appliquant aux pilotes réalisant des vols de découverte en avions ou hélicoptères non complexes.

- [Décision DSAC n° 20-177 du 21 juillet 2020](#) (PDF - 485.77 Ko)

Dérogation relative aux compétences PBN pour la qualification de vol aux instruments

À compter du 25 août 2018, le règlement (UE) n°1178/2011 exige que tous les pilotes effectuant des opérations PBN (en-route et/ou approches) soient titulaires du privilège PBN attaché à leur qualification de vol aux instruments IR.

L'AESA a accordé un avis favorable à une demande de dérogation générique 14.4 de la France ayant pour objet de dispenser les pilotes titulaires de licences françaises CPL/ATPL et d'une qualification IR, conformes à l'annexe I partie FCL du règlement 1178/2011, employés par un opérateur effectuant des opérations relevant de la Part CAT ou Part NCC du règlement 965/2012, avec des aéronefs pour lesquels il n'est pour le moment pas requis, d'un point de vue navigabilité, d'être équipés pour effectuer l'ensemble des procédures PBN. Les aéronefs en question sont limités en matière de PBN aux opérations RNAV5 (B-RNAV) et RNAV1 (P-RNAV) (PBN en route). Les opérateurs souhaitant faire bénéficier leurs pilotes titulaires de licences françaises de la présente dérogation doivent en faire la demande auprès de la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile (DSAC).

La dérogation, qui devait prendre fin le 25 août 2020, a été étendue jusqu'au 25 avril 2021 en raison de l'épidémie de COVID-19.

Toutes les informations sont sur la page dédiée au [référentiel réglementaire des personnels navigants](#).

- [Décision DSAC/DTPN n° 20-075 du 15 juillet 2020](#) (PDF - 842.93 Ko)